

Lyon, le 24 juin 2016

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **La CAPEB Rhône dénonce : La loi est différente pour la fonction publique et les artisans du bâtiment**

Alors que la nouvelle loi sur le compte-pénibilité doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2016, l'IGAS (Inspection Générale des Affaires sociales) et l'IGA (Inspection Générale de l'Administration) signalent dans un récent rapport leur incapacité à appliquer le compte-pénibilité et ce, pour toutes les professions de la fonction publique.

Pour la CAPEB Rhône, c'est bien là la preuve que cette loi est également inapplicable au secteur de l'artisanat du bâtiment.

#### **Ce que dit la loi**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, tout employeur doit déclarer le fait qu'un salarié est exposé à un ou plusieurs facteurs de risques professionnels, au-delà de seuils fixés par décret afin de permettre aux pouvoirs publics d'alimenter le compte personnel de prévention de la pénibilité de l'intéressé.

**4 des 10 facteurs** de risques prévus sont en vigueur depuis le **1<sup>er</sup> janvier 2015**. Il s'agit des risques liés aux rythmes de travail (travail de nuit, travail en équipes successives alternantes, travail répétitif) et, parmi les risques liés à un environnement physique agressif, du travail en milieu hyperbare.

Les **6** facteurs restant doivent s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> juillet prochain et concernent les risques liés à des contraintes physiques marquées :

- manutentions manuelles,
- postures pénibles,
- vibrations mécaniques
- ou à un environnement agressif :
- agents chimiques dangereux y inclus poussières et fumées,
- températures extrêmes,
- bruit.

#### **Une pléthore de paramètres à prendre en compte dans un contexte toujours difficile**

Très inquiète quant à :

- l'appréciation pratique des seuils d'exposition associés à chacun des facteurs de pénibilité,
- au coût du dispositif, dans un contexte économique convalescent et toujours marqué par le travail détaché, tant légal qu'illégal !

la CAPEB a fait le choix de s'engager dans la rédaction d'un référentiel pour la branche du Bâtiment, et comme l'y autorise la loi, avec l'appui d'experts techniques de l'Organisme professionnel de Prévention du BTP (l'OPP-BTP).

Tâche particulièrement complexe (la branche du bâtiment recouvre plus d'une trentaine de métiers), il est en effet nécessaire d'identifier, l'exposition des salariés en fonction d'entre autres :

- leur poste,
- leur métier,
- leur situation de travail,
- travail de nuit / travail de nuit en équipe,
- l'interprétation de certains facteurs comme par exemple les agents chimiques dangereux...

et de définir en regard les principaux moyens de prévention permettant de réduire l'exposition des salariés.

Une tâche qui doit être terminée au plus tard... dans une semaine !

Ainsi, alors que l'IGAS et l'IGA auront peut être l'autorisation de surseoir à cette obligation, aucune annonce n'a été faite pour le secteur privé.

Afin de dénoncer une nouvelle fois le principe même du compte-pénibilité et le favoritisme dont pourrait bénéficier la fonction publique suite aux rapports de l'IGAS et l'IGA, la CAPEB a écrit au ministre du travail, Madame El Khomeri le 15 juin.

En attendant, le 1<sup>er</sup> juillet, que doit faire une TPE ou un artisan du bâtiment ?

[www.capeb-rhone.fr](http://www.capeb-rhone.fr)

Contact presse : Dépêches  
Jennifer Baudet – Florence le Berre  
Tél : 04 37 49 02 02  
E-mail : [depeches@depeches.fr](mailto:depeches@depeches.fr)